

Le DÉVELOPPEMENT RURAL par le TRAVAIL DÉCENT

POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI PRODUCTIF, LE REVENU, DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL, L'ÉGALITÉ DES CHANCES, LES DROITS, UNE VOIX, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA RÉSILIENCE AUX CRISES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Bureau International du Travail

Thèmes

Notes d'orientation rurale

Renforcement des communautés rurales par l'inclusion financière

«Le nouveau paradigme de la finance rurale part du principe que les **populations rurales sont bancaables**.» (Nagarajan et Meyer, 2006)

Les communautés rurales demeurent le plus grand marché financier non desservi par des services financiers, alors qu'elles en ont le plus grand besoin. Assurer leur inclusion financière peut déverrouiller le potentiel économique considérable des zones rurales.

Pourquoi il faut agir

- Les communautés rurales sont très mal desservies. Traditionnellement, les institutions financières formelles ont évité de proposer des services durables dans les zones rurales (ex: les banques de développement agricole ou rural) ou y ont échoué. De ce fait, les institutions financières formelles ou semi-formelles ainsi que des prestataires alternatifs tels que les commerçants ou les fournisseurs d'intrants sont devenus d'importants prestataires de services financiers. Cependant, les capacités institutionnelles et de gestion de ces prestataires informels sont souvent faibles; et en opérant



© IFAD/Horst Wagner

isolés du système financier, certains ont pu exiger des taux d'intérêt très élevés.

- Les personnes vivant en zone rurale peuvent avoir besoin d'accéder à des services financiers pour acheter des intrants agricoles, obtenir des services vétérinaires, entretenir des infrastructures, recruter de la main-d'œuvre pour semer/récolter, transporter des biens aux marchés, faire/recevoir un paiement, gérer les revenus de la haute saison pour couvrir les dépenses des basses saisons, investir dans l'éducation, le logement, la santé, ou encore en cas d'urgences.

Faits et chiffres

- Environ 70 pour cent des adultes du monde en développement n'ont pas accès à des services financiers, et le taux est bien plus élevé dans les zones rurales. Par exemple, on trouve une banque pour 1,4 million de personnes dans les zones rurales à Madagascar.¹
- Les ménages ruraux peuvent avoir des revenus relativement stables. Ils ont souvent diverses sources de revenus provenant de différentes activités agricoles et non-agricoles telles que le commerce, la production et la transformation d'aliments, l'élevage, le travail journalier ou saisonnier dans des exploitations agricoles ou en ville. L'accès à des services financiers pour les besoins productifs (l'investissement dans les entreprises, la constitution d'actifs) et de protection (les stratégies d'adaptation aux risques), peuvent apporter plus de stabilité.²

Les expériences récentes montrent que...

- Un certain nombre d'institutions de microfinance (IMF) ont accru leurs opérations rurales (ex: ACLEDA Bank au

Cambodge³), alors que les pressions du marché en ont poussé d'autres à mettre fin à leurs opérations rurales.

- Le nombre d'institutions financières appartenant à leurs membres telles que les Groupes d'entraide (SHG), les Associations villageoises d'épargne et prêt (AVEP) et les Coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) est en hausse. Les coopératives peuvent utiliser les subventions croisées, et les fédérations de COOPEC offrent des économies d'échelle à leurs membres, à l'instar de Mixtlan SACCO et UNISAP Federation au Mexique.⁴
- Les Caisses d'épargne de la Poste se révèlent être d'importants prestataires de services de dépôt dans les zones rurales, par exemple au Kenya, en Tanzanie et en Afrique du Sud.⁵
- L'utilisation de technologies électroniques révolutionne la prestation en services financiers ruraux et fait baisser les frais de traitement des petites transactions.⁶ Les téléphones mobiles ou les cartes à puce biométriques aident les agents à inscrire les clients, et ces derniers les utilisent pour transférer de l'argent.



© IFAD/Fulvio Zanettin

- Les changements climatiques affectent davantage les zones rurales. Les communautés rurales ne peuvent pas faire face et s'adapter à la fréquence croissante de sécheresses, d'inondations ou de tempêtes sans un accès à l'assurance ou aux crédits d'urgence pour supporter ces chocs soudains, ou à des financements à long terme pour se lancer dans des entreprises à moindres risques.
- Les prestataires informels n'offrent souvent qu'un petit éventail de services financiers. Cela rend les entreprises tributaires de l'autofinancement, et limite les investissements dans les entreprises et leur croissance, tandis que les ménages manquent d'instruments pour une consommation stable ou de réserves pour les urgences.
- La demande en services financiers spécifiques autres que le crédit, tels que l'épargne, les services de paiement et le transfert de fonds, la location ou l'assurance, est peu connue; il est donc difficile que l'offre réponde à la demande.
- Le coût des transactions dans les zones rurales, en particulier les zones reculées, est élevé du fait d'une faible densité de population, du manque d'infrastructures (communications, électricité, transport) et parce que le niveau moyen des montants des prêts est bas. Ceci rend les services financiers onéreux. Des coûts de transaction prohibitifs découragent aussi les populations de déposer

Encadré 1

Quelques définitions utiles

Toutes les finances rurales ne sont pas agricoles, et toutes les finances agricoles ne sont pas rurales...

Les finances rurales

...sont l'offre de services financiers dans les zones rurales en appui à toute une gamme d'activités économiques pour des ménages avec divers niveaux de revenus.

Les finances agricoles

...sont l'offre de services financiers en appui à toutes les activités liées à l'agriculture, y compris les activités des transformateurs, des distributeurs et des exportateurs qui se trouvent dans des zones rurales, urbaines, et périurbaines.

Les communautés rurales pourraient utiliser une large gamme de services financiers tels que...

- L'épargne
- Les services de transfert de fonds
- Les produits d'assurance
- Les prêts
- Le crédit-bail
- L'affacturage
- Les garanties de prêts
- Le capital à risque
- Les fonds d'investissement

leur épargne, empêchant ainsi les ménages de constituer des actifs financiers.

- Les niveaux de connaissances financières de base sont souvent faibles en milieu rural. De ce fait, les populations ne comprennent pas les mécanismes de l'assurance, par exemple, ni pourquoi elles devraient verser une prime si elles n'ont pas un calendrier d'indemnisation.
- Des systèmes juridiques qui ne garantissent pas les droits de propriété commercialisables et contribuent à affaiblir les mécanismes de nantissement et de mise en vigueur de contrats, limitent encore plus l'accès aux finances. Par conséquent, les produits tels que le financement à long terme n'atteignent que rarement les zones rurales. Par exemple, la location (leasing), qui accroît les actifs des entrepreneurs ruraux et peut potentiellement faire augmenter la productivité et l'emploi, est rarement proposée aux communautés rurales.
- Les migrations vers les zones urbaines ou rurales voisines intensifient le flux des transferts entre membres d'une même famille, et par là-même la demande en services de transferts de fonds efficaces.

Orientations pour l'action

Soutenir les connaissances et l'innovation dans les finances rurales

- Aider les institutions financières à innover et adopter des modèles de prestation qui réduisent les coûts de transaction, ex: déployer des unités bancaires mobiles, introduire la technologie des services bancaires par téléphone mobile et les paiements en ligne, expérimenter le chargement des ordinateurs portables des agents avec les unités solaires, introduire des cartes à puce qui fonctionnent comme des cartes de débit.
- Mieux comprendre la demande en services financiers dans les zones rurales, c'est-à-dire :
 - ♦ Identifier les spécificités des demandes selon les sexes
 - ♦ Étudier les caractéristiques de la demande des utilisateurs du transfert de fonds et des groupes tels que les jeunes, les personnes handicapées, les populations autochtones ou les personnes vivant avec le VIH/sida
 - ♦ Étudier l'influence des changements climatiques sur la demande en services financiers.
- Concevoir des produits financiers novateurs pour répondre à la demande des zones rurales et reculées.
- Proposer une gamme de services financiers sur-mesure pour:
 - ♦ La production agricole (ex. l'assurance récolte et élevage)
 - ♦ L'industrie axée sur l'agriculture (ex: la location)
 - ♦ Les entreprises non-agricoles (ex: une variété de produits de crédit)
 - ♦ Les ménages de consommateurs (ex: épargne, assurance maladie, prêt immobilier, prêt à la consommation).
- Étudier les incidences de l'offre en services financiers sur les revenus des ménages ruraux et les conditions d'emploi, et mettre en œuvre de nouvelles approches pour que les



© OIT/Marcel Crozet

Encadré 2

Intégrer l'accès des communautés rurales aux services d'assurance: PWDS Inde

Le *Fonds pour l'innovation en micro-assurance* de l'OIT soutient le Palmyrah Workers' Development Society (PWDS) au Tamil Nadu depuis 2008. Le PWDS travaille avec les familles rurales de l'économie informelle qui n'ont pas accès à la sécurité sociale et de santé et dont les revenus sont souvent mis en danger par les accidents de santé qui forcent les familles aux emprunts d'urgence et aux dettes. Les bénéficiaires du PWDS sont des groupes d'entraide qui comprennent 350 000 familles.

Le projet teste un modèle d'affaires pour l'intégration de l'accès aux services d'assurance pour les communautés rurales. Le modèle identifie, renforce et tire profit des relations et des voies existantes qui se basent sur la confiance. Il teste l'efficacité des « fédérations d'entraide » existantes en tant que « prestataires de services d'assurance », en les aidant à construire une équipe assurance qui fasse le lien entre les communautés et les assureurs. En commençant avec la santé, le projet développe un flux d'informations et de documents dans le système fédération-communauté pour offrir des services de recouvrement des primes et des indemnisations à bas prix. Le but est de développer une distribution au détail autonome qui offre les produits qui sont pertinents pour des communautés à faibles revenus.

Source : <http://www.microinsurancefacility.org/grantee/ig/palmyrah-workers-development-society-pwds>

institutions financières puissent contribuer à améliorer le travail décent parmi les ménages ruraux.

- Mieux comprendre les chaînes de valeur agricoles pour identifier les réseaux que les acteurs des chaînes de valeur utilisent pour la distribution d'intrants et la collecte des produits des agriculteurs, et utiliser ces réseaux pour canaliser des services financiers.

Renforcer les capacités des institutions financières à servir les zones rurales et éloignées

- Renforcer les capacités de gestion et la gouvernance des prestataires de services financiers informels et semi-formels, tels que les Coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC), les banques villageoises ou les groupes d'épargne informels, par exemple, par la formation communautaire sur la mise en place et la gestion des institutions appartenant à leurs membres.
- Relier les prestataires informels aux institutions financières formelles. Les institutions locales appartenant à leurs membres ont la flexibilité et la responsabilité (ce qui suppose la confiance) voulues pour pénétrer les zones reculées, mais leur potentiel est limité par leur isolement. Lorsqu'elles sont reliées au système financier, elles peuvent étendre l'éventail de leurs services.
- Créer des alliances entre divers types d'institutions, par exemple en fournissant l'assurance vie ou maladie par le biais des hôpitaux locaux ou en offrant du crédit le long de la chaîne de valeur agricole (ex: par les boutiques rurales des commerçants ou les entreprises agricoles de transformation).⁷
- Faciliter la diversification du portefeuille des institutions financières pour réduire les risques liés à la concentration de portefeuilles agricoles. Tenir compte des risques que posent les changements climatiques aux portefeuilles financiers.
- Évaluer régulièrement si l'offre en services financiers répond à la demande.

© IFAD/G. M. B. Akash



Offrir un cadre propice

- Abolir ou ne pas rétablir de plafonds pour les taux d'intérêt qui ne permettent pas aux prestataires de services financiers de recouvrer complètement leurs coûts, particulièrement ceux qui opèrent parmi les populations rurales ou éloignées. Les prestataires privés risqueraient d'être obligés d'arrêter leurs opérations sur le marché rural ou de se développer plus lentement, laissant ainsi à leurs clients un choix limité.
- Éviter des systèmes de crédit directs ou des programmes de crédit de premier rang subventionnés par le gouvernement. Le plus souvent, les gouvernements et les unités de gestion de projets manquent des compétences techniques et de l'indépendance nécessaires pour gérer ces systèmes, qui sont souvent associés à des faibles coûts de recouvrement. Ils peuvent aussi offrir des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché qui évincent les prestataires privés et laissent aux clients un choix limité après la fin du programme.⁸
- Accroître l'initiation financière des communautés rurales grâce à des programmes d'éducation financière à l'école et dans les formations pour qu'elles prennent des décisions financières éclairées pour leurs foyers et leurs affaires.
- Promouvoir une culture de l'épargne et de l'assurance auprès des populations rurales grâce à des campagnes de sensibilisation, des formations en questions financières ou un partage d'expériences/ témoignages parmi les personnes assurées et non-assurées.

Encadré 3

Créer des moyens de subsistance alternatifs par une formation en entrepreneuriat pour les clients de la microfinance: NWTF Philippines

Dans le cadre de la *Microfinance au service du travail décent: programme de recherche et d'action* du BIT, le NWTF expérimente en offrant une formation en entrepreneuriat à ses clients depuis 2009. Le projet vise à réduire la vulnérabilité des ménages pauvres en élargissant la base de leurs actifs et leurs sources de revenus sur l'île Negros Occidental des Philippines. La Negro Women for Tomorrow Foundation (NWTF) utilise les ressources TRIE/GERME du BIT qui sont adaptées à la microfinance et aux Philippines. Les formations sont menées par des gestionnaires de crédit. Après les formations TRIE, le client élabore un plan commercial, et, selon sa viabilité, reçoit un prêt professionnel (22 à 3 200 dollars É-U). Les prêts professionnels ont été utilisés, entre autres, pour développer le stock de marchandises des magasins des clients et installer des points recharge pour téléphones mobiles. Une fois que l'entreprise fonctionne, le client reçoit des séances hebdomadaires de formation GERME. A titre d'exemple, les nouvelles connaissances sur les pratiques de marketing ont poussé un commerçant alimentaire à lancer une campagne de marketing qui a fait grimper ses ventes.

Source : Gérez Mieux votre Entreprise / TRIE: Trouvez votre Idée d'Entreprise.
Voir : www.nwtf.ph

Le DÉVELOPPEMENT RURAL par le TRAVAIL DÉCENT

POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI PRODUCTIF, LE REVENU, DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL, L'ÉGALITÉ DES CHANCES, LES DROITS, UNE VOIX, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA RÉSILIENCE AUX CRISES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Soutenir la mobilisation de l'épargne par la réglementation prudentielle des intermédiaires financiers de dépôts. Ne pas évincer la mobilisation de l'épargne en proposant des ressources publiques et des bailleurs.⁹
- Éviter de pousser les institutions informelles et semi-formelles à devenir de grandes institutions formelles réglementées. Les institutions informelles ont des avantages uniques qui peuvent être utilisés avantageusement en les liant à la finance formelle.
- Intégrer la finance rurale dans l'agenda pour le développement du système financier tout entier. Par exemple, le Ministère des Finances de l'Ouganda, avec la participation des parties prenantes du secteur de l'industrie, a créé un « Microfinance Outreach Plan » (Plan de microfinance de proximité) pour motiver les institutions financières à étendre leurs services dans les zones rurales.
- Soutenir des produits d'assurance indexés, tels que l'assurance récolte basée sur le climat, en fournissant des données statistiques exactes (ex: sur les précipitations régionales) et des infrastructures (ex: des stations météorologiques) pour recueillir les données et les mettre à la disposition des assureurs.¹⁰
- Intégrer les éléments financiers dans les interventions telles que le développement de l'entrepreneuriat ou le développement économique local.
- Améliorer l'infrastructure pour réduire les coûts de transaction (ex: dans la communication, l'électricité, le transport).
- ◆ Favorisant l'innovation à travers une recherche axée sur l'action et la gestion des connaissances
- L'OIT a élaboré des outils de formation sur l'éducation financière pour un certain nombre de pays tels que le Cambodge, la Mongolie, le Népal, l'Indonésie et la Moldavie, et des outils sont en cours d'élaboration pour le Sénégal. Rien qu'au Cambodge, plus de 200 formateurs locaux ont été formés avec ces outils, et plus de 13 000 personnes vivant dans la pauvreté ont reçu une formation en éducation financière.
- Par son programme *la Microfinance au service du travail décent : programme de recherche et d'action* (MF4DW), lancé en 2008, l'OIT étudie l'impact des innovations en microfinance sur les ménages pauvres et leurs affaires. Le MF4DW travaille avec 16 institutions de microfinance à travers le monde pour réduire le travail des enfants, améliorer les conditions de travail et les stratégies pour la gestion des risques, encourager la formalisation ou augmenter la création d'emploi.
- A travers le *Fonds pour l'innovation en micro-assurance*, lancé en 2008, l'OIT veut améliorer l'accès des ménages à faibles revenus du monde en développement à une assurance de qualité. La majorité d'entre eux vit en milieu rural et il s'agit de les aider à se protéger des risques et à vaincre la pauvreté. Le Fonds fournit des subventions pour aider les organisations à élaborer des innovations dans la micro-assurance, et offre une gamme de services à la carte pour aider les consultants et les prestataires en micro-assurance à proposer de la qualité aux personnes dans la pauvreté.

Le rôle de l'OIT

- Au vu des effets considérables du marché financier sur le niveau et la qualité de l'emploi, l'OIT a pour mission de travailler à l'inclusion financière. L'Organisation doit en particulier considérer les politiques et les mesures financières à la lumière de la justice sociale y compris pour les zones rurales.¹¹
- L'OIT travaille à l'inclusion financière dans les zones rurales en :
 - ◆ Renforçant les capacités des mandants (gouvernements, organisations d'employeurs et de travailleurs) ainsi que du personnel de l'OIT
 - ◆ Servant de service d'assistance pour les requêtes des mandants et du personnel de l'OIT, et de contrôle qualité des interventions de l'OIT

⁹ Groupe consultatif pour aider les pauvres : *L'accès financier* (Washington : 2009)

² BIT : «La microfinance rurale», dans *Making Microfinance Work: Managing Product Diversification*, Vol. II (Genève : 2011)

³ Nagarajan, G.; Meyer, R. : «La finance rurale aujourd'hui» dans *Finance for the Poor*, Vol. 7 No. 4 (2006)

⁴ Chao-Bérroff, R. : *Reaching the Hard to Reach* (Institut international de Coady, Nouvelle-Ecosse : 2008)

⁵ «La finance rurale aujourd'hui», op. cit.

⁶ Ibid.

⁷ Miller, C.; Jones, L. : *Agricultural Value Chain Finance. Tools and Lessons* (FAO, Rome : 2010)

⁸ Groupe consultatif pour aider les pauvres : *Le rôle des gouvernements dans la microfinance* (CGAP, Washington : 2004)

⁹ FAO/FIDA/Fondation Ford : *Conférence sur la recherche en finance rurale*, compte rendu de procédure de la conférence, Conférence internationale sur la recherche en finance rurale, 19-21 mars 2007 (Rome : 2007)

¹⁰ Ibid

¹¹ OIT : *La Déclaration de Philadelphie*, 1944 (article 2), et *la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable* (Genève : 2008)

Liens

- BIT : Programme finance et solidarité : www.ilo.org/socialfinance
- BIT: Fonds pour l'innovation en micro-assurance : www.ilo.org/microinsurance
- Centre international de formation de l'OIT à Turin, Italie, qui offre des cours de formation et une certification sur les outils concernant Making Microfinance Work : <http://mmw.itcilo.org/en/home/home-page>

Outils

- ◆ BIT: «Rural Microfinance rurale», dans *Making Microfinance Work: Managing Product Diversification* (Vol. 2) (Genève : 2011). http://www.itcilo.org/en/flyers/2010/mmww/attachment_download/file
- ◆ BIT: Budget Smart: Financial Education for Migrant Workers and their Families - Trainers' Manual and Smart Guide on Money and Migration: Thailand (2011)

- ◆ BIT: Financial Education for Youth: Trainers' Manual and Trainee's Guide: Nepal (2011).
- ◆ BIT: Financial Education: Trainer's Manual: Cambodia (2008)
- ◆ BIT: Building Financial Capability for the Vulnerable Households: A Manual for Individual Training / Counselling Session: Moldova (2008)
- ◆ BIT: Village Banking in Lao PDR Materials: Lao PDR (2008)
- ◆ BIT: Guarantee Funds for Small Enterprises: A Manual for Guarantee Fund Managers (Genève : 2004)
- ◆ BIT: *Leasing for Small and Micro Enterprises: A Guide for Designing and Managing Leasing Schemes in Developing Countries*, Manual (Genève: 2003)

Contact

Equipe de la finance rurale : sfp@ilo.org

Auteur: Patricia Richter